

Envol des Cigognes

La lettre aux adhérents et
sympathisants du Grdr N°36 - Juin 2023



**Jeunes
mauritaniennes
et citoyenneté**

- 
- 03** L'éditorial
- 05** Hommage à Bernard Hyon
- 06** Société civile et jeunesses mauritaniennes
- 12** Jeunesses mauritaniennes et double-espace
- 16** Une jeunesse entre urbanité et ruralité
Interview croisée de Cheikh Ahmed Tidjani Thiam et Moussa Diallo
- 19** Néré Walo, une commune rurale qui s'engage sur la question de la jeunesse (avec des moyens limités)
Entretien avec Abdoul Elimane Athié - Maire de Néré Walo
- 22** Des jeunes femmes qui s'engagent
Entretien avec Oumou Gueye, slameuse, poète et écrivain
- 25** Se battre au quotidien : Le parcours hors du commun d'un jeune homme en situation de handicap
Portrait de Mohamed Ly
- 29** De l'engagement associatif à la coopération décentralisée
Entretien avec Dieynaba Sy, franco-mauritanienne élue au Conseil Municipal de Noisy le Sec (France)
- 33** Tisser des liens entre les jeunes de France et de Mauritanie
Par Abder Ba , Le Breil, Nantes.
- 36** Les arts plastiques au service du dialogue Interculturel
Entretien avec Khadija Babe Ahmed

L'Envol des Cigognes est rédigé par un groupe d'adhérents ou de personnes ressources au Grdr. Les propos ou écrits n'engagent que les auteurs et ne peuvent être considérés comme une prise de position de la part du Grdr.

Editorial

Par Moussa Djimera, Président de l'association Jimbara



La croissance démographique a fait de la jeunesse un enjeu politique majeur. Mais la manière dont est conçue la « question des jeunes » a, elle, évolué au cours du temps, en même temps que leurs rapports avec les générations plus âgées.

A Nouakchott, les jeunes cherchent à exister et à investir quasiment tous les domaines de la vie de la cité : socio-professionnel, économique, politique... Cependant, les générations plus anciennes ne leur font pas assez de place. Or ces jeunes sont de plus en plus exigeants quant à la reconnaissance de leurs talents et de leurs aspirations. Le fossé entre les générations est réel, et il est nécessaire d'œuvrer ensemble pour réduire cet écart.

Depuis toujours, les jeunes utilisent une palette infinie de ressources pour se faire entendre. L'art est souvent leur moyen d'expression privilégié. Ces jeunes sont aujourd'hui particulièrement actifs sur les réseaux sociaux et dans des associations actives dans différents domaines, tels que la promotion de la culture, l'éducation, le sport ou l'insertion professionnelle. Cette créativité et ce dynamisme sont peu à peu pris en compte par les politiques publiques. Mais à un rythme qui freine parfois encore les projets portés par ces associations.

Pour avoir échangé avec quelques jeunes et des associations de Nouakchott, il en ressort que l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle est difficile dans les quartiers populaires. En effet, les centres de formation professionnelle, ainsi que les formations proposées dans les lycées techniques sont souvent situés en dehors de ces quartiers laissant de côté ceux qui n'ont pas les moyens financiers de s'y rendre.

De leur côté les associations portées par la diaspora sur le « double espace » rencontrent souvent des difficultés pour réaliser leurs idées, en raison d'un manque d'infrastructures et de moyens financiers. Ces problèmes peuvent rendre difficile la pérennité de ces associations et limiter leur impact sur la communauté alors qu'elles sont souvent les plus impliquées et les plus passionnées pour répondre aux besoins des jeunes, de leur communauté et de leur pays.

Malgré ces difficultés, certaines associations ont démontré un engagement sans faille, bien qu'elles ne puissent pas toujours rémunérer les postes clés. Le projet "Graine de Citoyenneté" qui débute, apporte une réponse attendue depuis longtemps par les associations d'« ici et là-bas », celle de fédérer autour d'enjeux communs.

Il est temps de donner une voix aux jeunes et de les rendre visibles au sein de leur communauté. Les ministères concernés doivent soutenir les organisations et les jeunes dans leur quête d'équilibre et de stabilité, afin d'offrir de meilleurs services à une jeunesse qui a soif de citoyenneté.

HOMMAGE A BERNARD HYON



L'année 2022 s'est achevée sur la triste nouvelle du décès de Bernard Hyon.

Il fut un fidèle du Grdr, devenu administrateur de notre association après avoir passé de longues années au GRED (Gouvernance Risque Environnement Développement). Il fut d'ailleurs pour le Grdr une passerelle avec les amis de Jacques Dubois regroupés dans le GRED et c'est grâce à lui que nous avons notamment rencontré et recruté Assane Dione, aujourd'hui coordinateur à Kayes. Il mettait un point d'honneur à être assidu au conseil d'administration comme aux assemblées générales du Grdr et ce malgré un accident domestique qui l'avait obligé pendant de longues semaines à se déplacer avec deux cannes.

Ingénieur de formation, il savait toujours nous ramener aux réalités avec des solutions techniques à la fois cohérentes et rigoureuses mais aussi des plus inédites et innovantes, notamment dans les domaines de la construction et de l'énergie. Il était un homme d'expérience avec qui on aimait travailler et échanger.

Nous n'oublierons jamais sa personnalité si attachante. Il était un homme doux, bon et généreux, accueillant et attentif aux autres, d'humeur égale ; un homme de partage, un homme de valeurs. Il gardait en toutes circonstances une attitude d'écoute bienveillante, le regard attentif, vif et malicieux aussi.

Nous n'oublierons jamais comme il portait le sourire qui lui allait si bien et qu'il arborait si souvent ; un sourire à la fois discret et généreux, un sourire toujours bienveillant et rayonnant qui illuminait son visage en même temps qu'un moment de notre vie. Il fut pour tant d'entre nous une très belle rencontre et il continue à vivre dans nos mémoires.

Merci Bernard. Repose en paix.

SOCIÉTÉ CIVILE ET JEUNESSES MAURITANIENNES

Par Cécile de Rouville, adhérente du Grdr



Copyright : "En haut"

La République islamique de Mauritanie est l'un des pays les moins densément peuplés du monde. La majeure partie du territoire (2/3) est située dans le désert saharien et la population (4,7 millions d'habitants) est concentrée principalement dans le sud, sur les rives du fleuve Sénégal, et sur le littoral atlantique où se trouvent la capitale Nouakchott et le port de Nouadhibou, deuxième ville du pays. La diversité culturelle et ethnique de la Mauritanie - avec 30 % de Maures d'origine berbère - est le reflet de sa localisation géographique entre le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest subsaharienne.

La population est particulièrement jeune : 65 % des Mauritaniens ont moins de 25 ans, 76 % moins de 35 ans (OIT, 2020). Cette jeunesse n'est pas un corps homogène. C'est une jeunesse plurielle marquée par des diversités liées au lieu de résidence (milieu rural et villes), aux parcours éducatifs, aux statuts socio-économiques, au genre, aux enjeux culturels, ethniques et linguistiques.

Une jeunesse confrontée à la précarité

La situation sociale des jeunes Mauritaniens est particulièrement précaire, avec des inégalités entre les régions du nord, du sud et du littoral en matière d'accès à l'éducation et à l'emploi. Les inégalités se créent dès l'enfance : l'analphabétisme toucherait 1/3 des 15-24 ans. Si l'éducation secondaire (collège et lycée) progresse, elle reste inaccessible à de nombreux jeunes. L'accès à l'enseignement supérieur est embryonnaire (moins d'un jeune sur 20).

L'accès à l'emploi reste une problématique majeure pour la jeunesse avec un taux de chômage estimé à 21 % chez les jeunes de 15 à 24 ans et de 15 % chez les jeunes de 24 à 33 ans, contre 10 % pour l'ensemble de la population adulte (Banque Mondiale 2019). De plus, parmi les jeunes ayant un emploi, bon nombre d'entre eux n'ont accès qu'à des emplois précaires et peu professionnalisants (par exemple des stages non rémunérés). Il convient de préciser que les données chiffrées concernant l'accès à l'emploi en Mauritanie varient considérablement d'une étude à une autre. A titre d'exemple, l'Organisation Internationale du Travail (OIT 2020) évalue le taux de chômage parmi les jeunes de 15 à 24 ans à 47 %, soit plus du double du chiffre fourni par la Banque Mondiale. La raison principale de ces désaccords est la distinction difficile entre l'emploi dans le secteur formel et l'emploi dans le secteur informel, ce dernier étant moins visible et donc moins documenté. Le secteur informel représenterait plus de 70 % de l'activité économique du pays.

Conscient des difficultés socio-économiques auxquelles est confrontée la jeunesse, le gouvernement mauritanien a lancé en 2016 le programme « Stratégie de Croissance Accélérée et Prospérité Partagée » (SCAPP) dans les 15 régions administratives du pays, qui fait de la jeunesse un enjeu de développement majeur aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Il a également mis en place une « Stratégie Nationale de la Jeunesse 2020-2024 » qui se concentre sur les thèmes de l'accès à l'emploi, la citoyenneté, l'autonomisation, le volontariat et la lutte contre l'extrémisme violent. A travers ce portage politique, ce sont quatre ministères qui sont directement impliqués sur ce sujet : le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports bien entendu, mais aussi le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi que le ministère de l'Environnement et du Développement durable.



Copyright : Léo Brenet - Grdr

Une jeunesse peu écoutée au sein des structures de décision ...

Malgré leur poids démographique, la participation des jeunes à la vie de la cité est très faible. Cette exclusion est frappante dans les structures de décision (partis politiques, conseils municipaux et même au sein des associations de la société civile). A titre d'exemple, les moins de 35 ans sont quasiment absents des assemblées élues et moins de 10% seraient actifs dans les associations. Il est certain que le poids des traditions et la persistance d'un certain déterminisme social ne facilitent pas leur prise de parole face aux aînés. Les jeunes femmes sont particulièrement concernées. Elles subissent un contrôle social plus fort que les jeunes hommes et restent trop souvent cantonnées à la seule fonction du mariage, ce qui rend plus difficile leur autonomisation.

... mais dont la participation citoyenne se développe

Cependant, on observe depuis quelques années des dynamiques positives portées par la jeunesse au niveau local, particulièrement en milieu urbain, avec la multiplication d'associations de jeunes engagés dans des actions bénévoles en faveur de la collectivité. Les thématiques d'intervention sont très variées : santé, alimentation, entrepreneuriat, activités et clubs culturels et sportifs, actions d'assainissement dans les quartiers, aide aux plus vulnérables (enfants, femmes, jeunes et personnes handicapées). En dépit de certaines faiblesses dans leur mode de fonctionnement, ces associations témoignent à la fois d'un réel sens des responsabilités et d'une forte motivation et capacité à défier les difficultés. Ce sont ces jeunes, avec leurs qualités et leurs lacunes, qui représentent l'espoir d'un changement tangible dans le pays sur le long terme.

Il faut souligner également le rôle important joué par le développement récent des réseaux sociaux, qui offrent à la jeunesse de nouvelles tribunes. Le foisonnement et la forte fréquentation des blogs de toute sorte l'illustrent remarquablement.

Les défis de la société civile

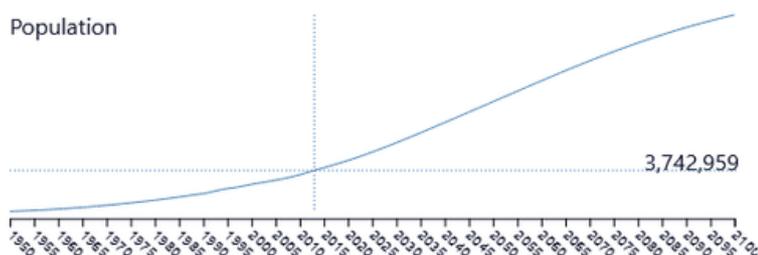
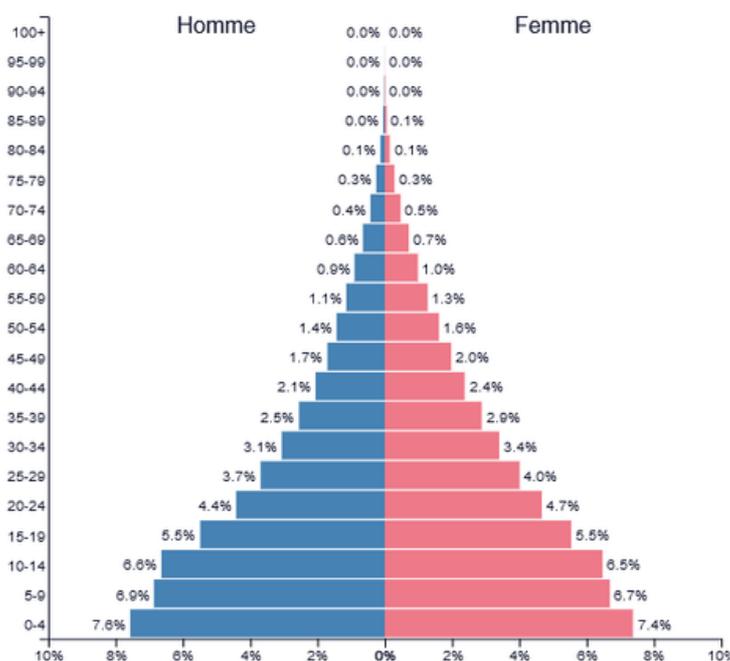
Malgré le développement d'un tissu associatif important en milieu urbain, porté en grande partie par la jeunesse, et la multiplication des thématiques d'intervention, les associations présentent des faiblesses : elles sont généralement peu structurées, souvent informelles et peu visibles. Aujourd'hui on estime à plus de 15 000 le nombre d'associations actives en Mauritanie, mais seulement 1 300 sont officiellement inscrites et enregistrées auprès des pouvoirs publics.

Face à ces problèmes, les associations de la société civile sont confrontées à des défis importants. Tout d'abord se pose la question du renouvellement de leurs instances de gouvernance, en faisant attention à prévenir les conflits intergénérationnels et à faciliter la transparence de leur fonctionnement interne. Elles doivent également se structurer et se concerter afin d'amplifier l'impact de leurs actions et renforcer ainsi leur légitimité auprès des pouvoirs publics.

Mauritanie ▼

2022

Population: 4,736,139



CROISSANCE ET STRUCTURE PAR ÂGE DE LA POPULATION MAURITANIENNE EN 2022

Source : <https://www.populationpyramid.net/fr/mauritanie/2022/>

Encart 1 : Quelques données statistiques sur la population et la jeunesse mauritaniennes

La jeunesse est largement majoritaire dans la population mauritanienne : les moins de 25 ans représentent 62 % de la population, les moins de 15 ans 42 %. (INED 2022). L'importance démographique de la jeunesse va augmenter dans les années à venir du fait du taux de fécondité de 4,3 enfants par femme féconde de 15 à 49 ans, du taux de natalité de 33 pour mille face à un taux de mortalité tombé à 7 pour mille, soit un taux d'accroissement naturel de 26 pour mille. La projection à l'horizon 2050 de la population totale se situe de ce fait à 8.9 millions d'habitants alors que le pays en compte 4,7 millions en 2022 (<https://www.ined.fr/>). Evidemment, cette croissance renforcera encore le poids démographique de la jeunesse mais aussi l'investissement économique à consentir pour la soigner, l'éduquer, la former, sans parler de l'emploi.

En dépit de son importance, cette jeunesse se heurte encore aujourd'hui à une stigmatisation socioculturelle récurrente en contradiction avec son époque : on compte ainsi 33% d'analphabètes chez les 15-24 ans et un taux d'alphabétisation des femmes largement inférieur à celui des hommes avec 43 % pour les femmes contre 63% pour les hommes (UNICEF 2016). Par ailleurs 73 % seulement des jeunes achèvent l'école primaire, et si l'éducation secondaire est en progrès elle reste inaccessible pour 76% des jeunes (Banque Mondiale 2019). L'accès à l'enseignement supérieur est embryonnaire (moins d'un jeune sur 20).

Si le compte n'y est pas sur le plan de l'éducation, il ne l'est pas davantage en ce qui concerne l'emploi et la formation car, à l'image de la sous-région, la Mauritanie compte 47 % de chômeurs chez les 15-24 ans (OIT 2022) et un sous emploi considérable.

JEUNESSES MAURITANIENNES ET DOUBLE-ESPACE MAURITANIE - EUROPE

Entretien avec Flora Benchekroun (Chargée de mission double espace Mauritanie - Europe au Grdr)

Par Francis Monthé – Membre du Conseil d'Administration



En Afrique de l'Ouest le poids démographique de la jeunesse est à la fois considérable et croissant dans la population. La jeunesse est une promesse, mais c'est aussi un véritable défi à relever en matière d'investissement démographique (santé, éducation, formation) comme en termes de développement économique et social (emploi) et d'intégration dans la société. La Mauritanie n'échappe pas à un taux d'accroissement naturel élevé (26 pour mille en 2022), qui touche principalement les villes et de ce fait 57% de la population mauritanienne est âgée de moins de 20 ans !

Le sujet est aussi vaste que complexe, aussi l'envisagerons nous modestement avec Flora, franco-mauritano-sénégalaise d'origine, qui à vécu en Mauritanie entre 16 et 17 ans et a conservé là-bas des liens étroits avec sa famille ; Flora est chargée de mission « double espace Mauritanie-Europe » au Grdr et travaille en relation étroite avec la diaspora mauritanienne en France, partageant avec elle expériences et parcours. Son regard de jeune femme immergée dans le double espace revêt donc un intérêt tout particulier pour le sujet qui nous intéresse.

Compte tenu de la situation démographique et sociale du pays, les jeunes sont confrontés à de nombreuses difficultés. Quelles sont les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour les surmonter ?

Elles ont un caractère multidimensionnel et en même temps sont largement communes aux jeunes du Sahel, notamment sur les questions d'accès aux services de base, d'importance du chômage et du sous-emploi, d'accès à l'information et à la formation mais aussi

sur les questions d'accès à la citoyenneté, de connaissance des droits humains. En Mauritanie, il n'existe pas beaucoup d'espace pour les jeunes dans l'espace public, la ville, la rue. Sur le plan culturel, dans la cité, il n'y avait autrefois que peu de lieux de rencontre entre jeunes. Désormais il existe un peu plus de lieux culturels et de cafés mixtes.

Les jeunes ont cependant besoin d'échanger, de débattre, de se forger leur propre opinion.

Dans les familles il existe peu d'espace de dialogue et de décision pour les jeunes. Les choses avancent toutefois, avec des initiatives, des luttes, des parcours originaux, des projets. A l'échelle locale, l'implication des communes et des collectivités locales est réelle et les jeunes peuvent s'y engager, exercer éventuellement une influence, s'intégrer davantage dans la vie locale.

Par exemple, dans la commune de Nere Walo, une association de jeunes s'occupe de la voirie et de l'assainissement et accompagne la mairie. C'est là un engagement intéressant sur fond de dialogue entre la jeunesse, structurée en association, et les autorités élues de la municipalité. La démarche du Grdr va dans ce sens et vise à renforcer la reconnaissance de la jeunesse par les autorités locales dans les actions de développement.

Ce qui est aussi intéressant dans la démarche du Grdr, c'est le lien avec les migrations et la remise en question des préjugés qui les concernent, mais aussi avec le travail sur la citoyenneté. Au pays, avec cette dimension sociale innovante de la migration, j'ai découvert la nécessité de rencontrer les diasporas qui sont soucieuses du développement. Comment y impliquer les jeunes ? Ce n'est évident ni en France ni en Mauritanie.

La jeunesse a un poids démographique considérable mais le pouvoir, comme souvent c'est le cas, est surtout le privilège des anciens. Quel est ton regard sur cette question Flora ?

Sur la question générationnelle et intergénérationnelle, il existe des préjugés sur les jeunes comme il en existe sur les anciens. Plus tu es âgé plus tu as de connaissances, plus tu as de pouvoir et de droit à la parole. Il existe donc une espèce de hiérarchie entre les âges. En Mauritanie il existe cependant une volonté d'intégrer les jeunes avec le Haut Conseil de la Jeunesse. Toutefois, selon les échos que j'ai pu avoir sur place, il reste encore du chemin à parcourir.

Il existe un cloisonnement apparent sur le plan générationnel, mais dans la vie quotidienne, c'est en réalité beaucoup plus poreux et les gens vivent ensemble et dialoguent. La question centrale est en fait celle de « l'empowerment » ou du « pouvoir d'agir » de cette jeunesse appelée à prendre la succession de ses aînés. C'est une question partagée par les jeunes du monde entier et il faut bien reconnaître que, de toute manière, de jeunes leaders sortent toujours du lot.

L'activité associative est capitale pour les jeunes. C'est à la fois une manière de socialiser, de se former mais aussi de dénouer des violences et d'agir. Les associations de jeunes se multiplient en Mauritanie (cf. la cartographie des acteurs du double espace en Mauritanie). Le sport intéresse en priorité les moins de 20 ans mais la culture a une importance toute particulière.

Justement quelle est la place consacrée à la culture en Mauritanie, pour les jeunes ?

Les espaces culturels prennent de l'importance, notamment autour du rap qui connaît un gros succès dans la jeunesse comme dans les diasporas. C'est par ce biais que les jeunes utilisent du langage non violent. Le rap mobilise beaucoup et des acteurs politiques s'y intéressent aussi de ce fait. Les artistes ont besoin de reconnaissance et ont un rôle de conscientisation du citoyen mais il faut bien reconnaître cependant un manque global de reconnaissance des pouvoirs publics.

Il existe de gros contrastes d'accès aux services culturels au plan régional. A Nouakchott, des lieux tels que l'Institut français sont essentiels, qu'il s'agisse d'expositions ou de concerts. En région, les activités culturelles sont beaucoup plus rares, comme à Kaédi par exemple où il y a peu d'espaces de rencontre dédiés aux jeunes.

En revanche, il existe au plan local et en matière de développement local des initiatives fructueuses et originales portées par les jeunes dans la région en lien avec les programmes du Grdr « Jeunesse et pouvoir d'agir » et « Graine de citoyenneté ». Les associations sont des lieux de rencontre, de renforcement, de construction, en Mauritanie comme dans la diaspora. Dans la diaspora, des associations de femmes migrantes de telle ou telle commune d'origine se sont



De gauche à droite: Mégou Camara, référente territoriale au Grdr, Flora et Dieynaba Sy élue au Conseil municipal de Noisy le Sec (cf. p. 29)

constituées mais plusieurs associations autour des jeunes mixent genre, origine sociale et culturelle telles que l'Association des Jeunes Mauritaniens de France, très active en France. Les femmes discutent, elles sont là. En fait, on n'entend pas davantage les femmes que les jeunes... Et c'est une double pénalité pour les jeunes femmes. Les minorités sont cachées, semblent silencieuses, mais elles sont là.

Flora, quelle contribution le développement de la vie associative, soutenu par le Grdr avec des programmes tels que « Jeunesse et pouvoir d'agir » et « Graine de citoyenneté », peut-il apporter aux jeunes mauritaniennes ?

La vie associative des Mauritaniens de France est ancienne. Une des premières associations mauritaniennes en France enregistrées s'appelait « Union sportive mauritanienne en France » en 1922. L'AJR, « Association de la Jeunesse mauritanienne », à vocation politique, a été fondée en 1955, bien avant la décolonisation et avec la volonté de s'intégrer dans le combat pour l'indépendance.

Aujourd'hui, nombre d'entre elles travaillent autour de la notion de double espace et sont rassemblées en réseau ou en fédération à l'instar du Réseau Associatif des Mauritaniens en Europe (RAME). Les jeunes des associations de la diaspora sont très motivés et la question de la mobilité est essentielle pour eux, notamment celle des visas, avec certaines crispations. Les « débats mouvants » permettent de croiser les regards sur la migration ou sur la citoyenneté mais aussi un échange entre des jeunes Mauritaniens de France et d'autres de Mauritanie. Ils s'organisent autour d'une succession de questions posées auxquelles il faut répondre par oui ou par non. Deux groupes sont alors constitués et séparés.

A la question suivante, chacun peut évidemment être appelé à changer de place et être amené à passer de l'autre côté de la frontière entre le oui et le non. Des thèmes précis peuvent ainsi être abordés tout en matérialisant en quelque sorte le double espace : « Etre citoyen sur deux rives, est-ce que c'est possible ? ».

« La parole des jeunes compte-elle pour du beurre ? » Compte-tenu des difficultés de connexion entre Mauritaniens en France et là-bas, c'est donc aussi un moyen qui cherche à favoriser les interactions. Les questions de volontariat sont à ce titre très intéressantes et formatrices.

La vie associative, que ce soit ici ou là-bas, est un moyen de s'intégrer d'avantage dans l'environnement social, avec en outre l'acquisition d'une véritable reconnaissance pour les jeunes ; c'est un peu un tremplin vers une affirmation plus forte des jeunes dans la société.

Qu'entend-on par double-espace ?

Les migrantes et les migrants tissent le monde de demain. Dans la durée, ils relient les sociétés et contribuent au développement de leurs territoires d'origine comme de leurs territoires de vie. Le Grdr valorise cette double appartenance au sein d'un double-espace géographique. Il agit pour que les migrants soient des acteurs reconnus des sociétés.

Encart 2 : Vers un changement d'échelle de nos actions auprès des jeunes en Mauritanie

Les Programmes Concertés Pluri-Acteurs sont des programmes originaux financés par l'Agence Française de Développement (AFD). Ils permettent aux ONG bénéficiaires de changer d'échelle dans leurs actions de structuration de la société civile d'un pays et de s'inscrire dans la durée. Depuis les années 2000, seuls 6 PCPA avaient été financés jusque-là, à travers le monde.

Depuis le mois de février 2023, le Grdr est chef de file et coordonne un nouveau PCPA, en Mauritanie, aux côtés d'une cinquantaine d'associations locales et de la diaspora, collectivités territoriales (y compris partenaires de coopération décentralisée), de services techniques centraux et décentralisés qui sont rassemblées en « noyaux fédérateurs » locaux. Il s'agit pour notre association d'une véritable marque de confiance, qui illustre la qualité du dialogue établi avec l'AFD et avec l'ensemble de nos partenaires. Ces actions sont renforcées par le soutien de l'Union européenne (à travers le programme ECOSOC) qui devrait nous permettre de donner une ampleur quasi-inédite au programme Graine de Citoyenneté.

Les activités auront pour principaux objectifs de répondre aux défis évoqués dans le dernier paragraphe de l'article ci-dessus et donc de permettre à la société civile de se structurer autour des questions liées à la jeunesse en Mauritanie. Elles contribueront à mettre en place un dialogue approfondi avec les autorités mauritaniennes et à favoriser les échanges entre acteurs de la jeunesse d'ici et de là-bas. Elles passeront par la mise en place d'accompagnements, formations, encadrements, financements (via des appels à projets), mais aussi de cadres de concertation locaux et nationaux impliquant à la fois les jeunes mais aussi les élus locaux, les ministères, la diaspora, les partenaires de coopération décentralisée, etc. Les assemblées plénières seront les principaux temps forts de partage et la 1ère aura lieu à Nouakchott du 29 au 31 mai 2023.

UNE JEUNESSE ENTRE URBANITE ET RURALITE

Interview croisée de Cheikh Ahmed Tidjani Thiam et Moussa Diallo

Entretien réalisé par Mathilde Chassot – membre du CA



Cheikh Ahmed Tidjani Thiam



Moussa Diallo

Cheikh Ahmed Tidjani Thiam vit à Nouakchott. Il est directeur exécutif de l'ONG mauritanienne Association des Gestionnaires pour le Développement – (AGD) qui promeut la santé et les droits sexuels et reproductifs (y compris la lutte contre le Sida) ainsi que l'entrepreneuriat et l'engagement citoyen.

Moussa Diallo, quant à lui, est né dans le Guidimakha. Il vit entre Sélibaby, où il travaille, et Khabou où réside sa famille, dans un milieu marqué par une forte ruralité. Salarié chez Terre des Hommes, il est également secrétaire de l'association « Espoir de Sélibaby - Main dans la Main ». Son objectif : améliorer la salubrité de la ville et favoriser l'expression des jeunes de Sélibaby à travers l'expression culturelle et des activités sportives.

Bonjour, vous vivez tous les deux dans des milieux différents. D'un côté Nouakchott, la capitale, de l'autre Sélibaby, ville plutôt provinciale marquée par une forte ruralité environnante. Est-ce que vous constatez des points communs dans les principales problématiques auxquelles sont confrontés les jeunes Mauritaniens?

Cheikh Ahmed : le chômage des jeunes est un gros problème. Il soulève des enjeux majeurs, notamment en termes de formation et d'insertion. Il y a un problème d'inadéquation des formations aux réalités du marché de l'emploi.

Moussa : Je suis d'accord avec ça. Les formations ne sont pas assez adaptées. Je pense que les jeunes ne sont pas assez impliqués par les décideurs pour que les formations soient plus adaptées à leurs besoins. En plus, il est difficile pour les jeunes de comprendre le système de formation existant et donc d'y accéder et de s'orienter.

Avez-vous le sentiment que les jeunes arrivent à se faire entendre ? Ressentez-vous des disparités, en fonction des origines ou du sexe?

Moussa : ici dans le Guidimakha, les femmes n'ont pas la parole même si elles ont fait des études, elles sont discriminées.

Cheikh Ahmed : oui, l'aspect du genre doit être encore plus pris en compte dans les programmes et dispositifs. D'autre part, il y a une nette différence entre jeunes du milieu urbain et du milieu rural, pour ces derniers, en termes d'accès aux infrastructures, aux informations ...

Quelles sont les spécificités auxquelles sont confrontés les jeunes qui grandissent en milieu urbain, comme à Nouakchott, et en milieu rural ?

Cheikh Ahmed : Il y a une nette différence entre la capitale et les autres villes. A Nouakchott, il y a par exemple une plus grande liberté d'expression sur certaines thématiques, notamment en ce qui concerne la santé reproductive, la planification familiale, sur lesquelles je travaille avec AGD... A Sélibaby par exemple, on s'est rendu compte qu'il y a de forts conservatismes. Il faut donc d'abord convaincre les leaders et les acteurs communautaires avant de pouvoir mener les activités. A Nouakchott, c'est plus facile même s'il y a aussi un côté « chacun pour soi et Dieu pour tous » avec une forte concurrence !

Moussa : oui c'est vrai, il y a plus de conservatisme en milieu rural. Pour le pallier, notre démarche à Sélibaby c'est de former les jeunes, les préparer à challenger les autorités avec les bonnes informations, des données probantes pour qu'ils puissent se positionner, faire valoir leurs compétences, s'exprimer.

Comment mieux accompagner la jeunesse pour qu'elle s'implique plus dans la société civile ? Avez-vous des exemples issus de vos pratiques, engagements ?

Cheikh Ahmed : Avec l'AGD, nous menons des programmes d'accompagnement des jeunes pour favoriser leur insertion. Plus de 5 000 jeunes ont été formés. On les accompagne pour qu'ils saisissent mieux les opportunités qui s'offrent à eux.

On a mis en place un réseau de jeunes ambassadeurs pour la santé reproductive à Nouakchott, Nouadhibou et Rosso. L'information entre pairs est efficace. La voix des jeunes résonne beaucoup pour informer au sein des communautés.

Moussa : Je pense qu'il est essentiel de proposer des formations pour favoriser l'entreprenariat des jeunes, y compris des femmes, afin de renforcer les capacités pour passer de l'idée à la concrétisation. C'est ce que fait le Grdr, que je connais bien ! Le Grdr c'est une école pour les jeunes du Guidimakha ! Grâce aux formations, à l'accompagnement de porteurs de projets, le Grdr nous aide à porter la voix des jeunes !



NERE WALO, UNE COMMUNE RURALE AUX MOYENS LIMITES QUI S'ENGAGE SUR LA QUESTION DE LA JEUNESSE

Entretien avec Abdoul Elimane Athié - Maire de Néré Walo (Gorgol)

Entretien réalisé par Elisabeth Muller, membre du CA

Néré Walo est une commune rurale du sud de la Mauritanie, située dans le département de Kaédi de la région de Gorgol. Elle compte environ 10 000 habitants selon le recensement de 2013. Abdoul Elimane Athié est maire de Néré Walo depuis une dizaine d'années. Après deux mandats successifs, il s'apprête à passer la main au mois de mai prochain, lors des prochaines élections. Tout au long de ses mandats, la question de la jeunesse a fait partie de ses priorités, malgré des moyens très limités.

Quelles ont été les principales orientations que vous avez prises pour les jeunes durant vos mandats ?

D'abord, nous avons pensé à leur assurer une éducation digne de ce nom, c'est-à-dire à les maintenir dans les écoles, qu'elles soient fondamentales ou secondaires pour nous assurer qu'ils poursuivent leur éducation et leur enseignement. Avec nos partenaires tels que le Grdr et d'autres ONG qui œuvrent envers les jeunes, nous essayons d'accéder à des programmes qui leurs sont destinés, par exemple, dans le cadre du programme « Graine de citoyenneté » avec le Grdr. Nous avons incité des associations de la commune de Néré Walo à postuler. Deux associations ont été retenues. Et nous voulons travailler avec les jeunes pour les former à des métiers, à connaître leurs droits, leurs devoirs et maintenir de bonnes relations avec la commune.

Quels types d'actions avez-vous menées pendant vos mandats ?

Par exemple, nous avons acheté trois bus scolaires pour les écoliers de la commune qui viennent des villages environnants, un peu éloignés du lycée ou collège. On les a achetés sur le budget de la commune. On a également construit deux écoles fondamentales qui ont été équipées grâce à des financements d'ONG.

Les jeunes, dans notre commune comme ailleurs, ont des aspirations nombreuses et variées. Ils sont attirés par les actions culturelles, les activités artistiques, la musique. Nous avons du mal à les satisfaire. Nous n'avons pas trop les moyens... Alors, chaque année, nous organisons un tournoi pour les associations sportives et nous faisons des animations culturelles. Nous avons créé un réseau de jeunes pour les rendre un peu plus dynamiques et les sensibiliser à la citoyenneté dans le cadre de notre partenariat avec le Grdr.



Copyright : Grdr

Dans une école de la commune de Néré Walo

Pourriez-vous donner des exemples d'actions d'associations que vous subventionnez ?

A titre d'exemple, le réseau des jeunes, c'est-à-dire le cadre de concertation communale des jeunes de Néré Walo, a organisé des actions pour lutter contre la délinquance juvénile et la consommation de produits interdits et pour l'assainissement de nos localités. Ils ont organisé à plusieurs reprises des campagnes de sensibilisation pour la lutte contre le COVID 19 pratiquement dans toutes les localités. Par ailleurs, une association de jeunes femmes a produit des savons à partir de matières locales à des prix raisonnables destinés à augmenter un peu leurs revenus.

Quel est le budget d'une commune comme Néré Walo ?

Nous avons deux budgets, un budget de fonctionnement et un budget d'investissement. Les deux totalisent environs 24 000 €. En théorie, nous devrions avoir deux sources des financement. La subvention de l'Etat et des recettes communales que l'on devrait tirer des populations. Mais comme nous sommes une commune rurale, compte tenu de l'état de pauvreté de notre population, nous ne sommes pas en mesure de prélever des impôts et taxes, parce qu'il n'y a rien, il n'y a pas de tissu économique. Donc nous dépendons exclusivement de la subvention de l'Etat et nous avons un budget très maigre. Et évidemment notre politique pour les jeunes s'en ressent.

Quand vous faites le bilan de dix ans d'action communale, qu'est-ce qui a marché, qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Je commencerai par rappeler nos objectifs au départ : l'institution communale avait perdu la confiance des partenaires, en particulier l'Etat et les administrés. Nous avons dit que la première chose était de rétablir la confiance des partenaires et des habitants. Nous avons identifié le besoin de respect de nos partenaires d'avoir un local digne de ce nom où nous tenons nos réunions, dignement, de rendre la commune utile pour la population, d'être un interlocuteur valable, crédible qui satisfait les besoins, que la commune fonctionne bien sur le plan administratif. Après, si on peut construire une école, un poste de santé, c'est un plus. Le premier objectif a été atteint et nous avons restauré la confiance et le respect, et la commune fonctionne. Mais compte tenu de la faiblesse de nos moyens on n'a pas pu atteindre d'autres objectifs fondamentaux.

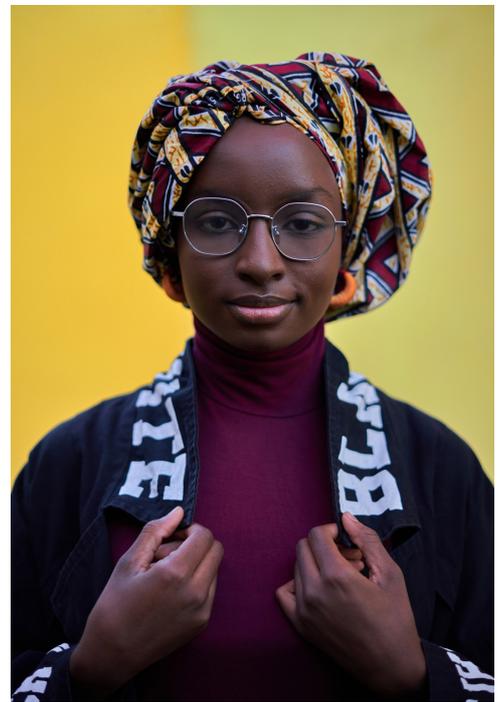


DES JEUNES FEMMES QUI S'ENGAGENT

Interview avec Oumou Gueye, slameuse, poète et écrivain

Entretien réalisé par Elisabeth Muller – membre du CA

Oumou Kelthoum Gueye a 22 ans. Elle habite Nouakchott dans la commune de Sebkha. Elle est slameuse, poète, écrivain... Elle est passionnée de littérature et d'art en général. Elle a repris puis présidé pendant trois ans l'Association des Femmes pour l'Emergence et l'Autonomie (AFEA).



Elle a passé le flambeau récemment à une collègue, mais elle est encore membre de cette association. Elle est également membre du Club Association culture et art du Spectacle Oratoire (CASO) et du Club Djibril Zakaria Sall, deux clubs qui font la promotion de l'art oratoire et de la prise de parole des jeunes, de la littérature francophone mauritanienne et des auteurs mauritaniens. Sur le plan professionnel, elle est « mobilisatrice communautaire » pour l'Association des Gestionnaires pour le Développement (AGD) et l'Office International des Migrations (OIM) dans le cadre du projet « Aware migrants ». Son travail consiste à informer les migrants en Mauritanie sur les services offerts par l'OIM, notifier les cas de vulnérabilité et connaître les conditions de vie des migrants.

Comment avez-vous découvert le secteur associatif et pour quelles raisons vous y êtes-vous investie ?

J'ai découvert le secteur associatif il y a six ans grâce à une formation aux premiers secours. Cela m'a permis de reprendre goût à la vie sociale dans un moment où je me sentais isolée. Ensuite, petit à petit, de fil en aiguille, j'ai connu d'autres associations. J'ai compris que c'était un monde bienveillant, d'entraide et que ceux qui s'y adonnaient avec conviction pouvaient y développer leur engagement.

Quelles sont les causes qui vous tiennent à cœur ?

Tout d'abord, j'apprécie les occasions de m'éveiller, de prendre des décisions. Je suis plus particulièrement motivée par l'engagement actif des jeunes filles dans la société. D'ailleurs, dans mon métier, je travaille sur l'autonomisation et l'éducation des jeunes filles ayant abandonné l'école afin de leur permettre de rentrer dans la vie active et d'avoir un métier.

Quelle est votre expérience à l'AFEA ?

Actuellement nous sommes en phase d'éclosion. C'est une association qui n'avait pas fleuri et qui était moribonde.

Je l'ai reprise avec des jeunes filles comme moi. Nous travaillons pour permettre aux jeunes filles en déperdition scolaire mais qui ont une expérience professionnelle et qui ne savent pas comment exploiter leurs connaissances pour développer leur gagne-pain. Nous les appelons à se concerter avec nous sur ce qu'elles font, ce qu'elles voudraient faire pour développer des activités génératrices de revenus et nous allons également les voir sur le terrain. Nous les appuyons par des conseils, en marketing par exemple.

Nous organisons aussi des « focus group ». Nous cherchons à savoir vraiment ce qu'elles voudraient. Nous leur expliquons qu'il ne faut pas attendre, il faut aller à la recherche de gens qui peuvent les aider à s'en sortir. Souvent, quand elles sont en déperdition scolaire, elles restent à la maison et se disent qu'il n'y a plus d'espoir. Nous leur faisons comprendre qu'il n'y a pas que l'école pour réussir.

Parce qu'au-delà d'apprendre à lire, à écrire et à calculer, il y a aussi ce monde où elles pourront faire évoluer leur potentiel. Parce que chacune d'elle a un potentiel. Avec le Grdr, nous avons formé des jeunes filles à l'esthétique et à la coiffure. Elles ont ouvert des salons. Elles ont fait du chemin.

Qu'est-ce qui vous motive dans le monde associatif ? Qu'est-ce que cela vous apporte ?

Le sens du partage d'expériences, de la persévérance, le courage d'oser faire et dire ce qu'on pense

Je m'encourage à faire plus et à partager tout acquis. J'ai arrêté mes études au secondaire. Après cela, j'ai rencontré quelques difficultés de santé et je me disais qu'il n'y avait aucune issue.

Mais ma participation à cette association de formation aux premiers secours (« Sauvons une vie ») m'a ouvert des horizons. En une semaine j'ai appris que non seulement je n'étais pas dans le gouffre, mais qu'il y avait un autre monde, celui de la vie associative. J'ai pu redécouvrir la vie sociale mais aussi le sens du partage, je ressortais mon potentiel, j'avais le goût de partager chaque expérience et à partir de là je n'ai pas arrêté. J'ai été volontaire pendant deux années dans cette association. Après cela j'ai découvert d'autres associations. Dans chaque association, j'apprenais des choses.

Quels sont les défis et les enjeux que vous rencontrez dans les dynamiques associatives des jeunes ?

Il faudrait que l'on oublie l'esprit de compétition pour agir ensemble, être optimistes, avancer dans une bonne dynamique. La méfiance, le pessimisme et l'impatience quant aux résultats sont des freins importants que l'on rencontre dans ce milieu. Sûrement parce qu'ils y a des initiatives qui ne sont pas très concrètes, des effets d'annonce décourageants.



Il est essentiel de redynamiser les associations de jeunes et de s'organiser toujours mieux pour s'améliorer et mener à bien notre lutte, ne pas laisser échapper les opportunités lorsque nous rencontrons des jeunes motivés, garder leurs contacts, les suivre et les soutenir dans leurs engagements. Il y a aussi des ONG qui lancent des actions et ne les pérennisent pas, ne multiplient pas.

Quelles sont selon toi les difficultés spécifiques rencontrées par les jeunes femmes en Mauritanie ?

L'insertion professionnelle, les prises de décision et prises de paroles... les filles ont été éduquées à dire et faire tout ce qu'on leur dit, à ne pas donner leur avis. Elles se sont pliées aux idéologies de leurs sociétés bien qu'elles aient l'envie de s'affirmer

Elles sont confrontées à une forte déscolarisation, un manque d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive... C'est pourtant essentiel pour une jeune fille de savoir quels sont ses droits sexuels et de bénéficier d'une éducation de base sur les maladies sexuellement transmissibles par exemple.

Quel message souhaitez-vous transmettre aux jeunes filles de votre pays ?

Il y a deux messages qui me viennent à l'esprit :

« Je me sens comme un soldat pour sa patrie, comme un leader qui doit donner le bon exemple et comme l'élève qui ne s'arrête pas d'apprendre et de redoubler d'efforts. »

« Jeune, fille, garçon, étudiant, collégien ou autre croyez en vous, croyez en vos rêves, croyez en ce que vous faites, vivez votre passion et un jour vos rêves se réaliseront. »

SE BATTRE AU QUOTIDIEN : LE PARCOURS HORS DU COMMUN D'UN JEUNE HOMME EN SITUATION DE HANDICAP

Portrait de Mohammed Ly

Par Bernadette Thomas, membre du CA d'après l'interview réalisée par Hermann Djanni Mougoue



Mohammed Ly est un jeune Mauritanien né à Ndiofane (région de Kaolack) qui vit au Gorgol, dans la commune de Kaédi, d'où sa famille est originaire. Alors qu'il n'avait que deux ans, il a contracté la poliomyélite, une maladie courante à l'époque, qui l'a rendu handicapé du pied gauche. Mais elle ne l'a pas empêché d'être un membre actif de la société civile, de s'engager et de prendre des responsabilités. Malgré son handicap qui lui pose des problèmes de mobilité, il n'a jamais renoncé à se déplacer et à voyager, à séjourner à l'étranger. A 31 ans, il est gestionnaire de projets depuis bientôt 10 ans et enchaîne les responsabilités au sein de différents programmes nationaux et internationaux, notamment de l'Union européenne. Il est membre du noyau fédérateur du Gorgol dans le cadre du programme d'appui à la société civile mauritanienne en faveur de la jeunesse.

Un combat de tous les jours

« La maladie a commencé quand on était au village. Les gens ne sont pas instruits et ne savaient pas que l'enfant devait avoir une vaccination, que l'enfant a des droits ». Son quotidien de personne handicapée est difficile : « *Je faisais 2km pour aller à l'école primaire* ». En plus de l'effort physique, il faut affronter le regard des autres: « *Quand on est arrivé en 2002, c'était assez compliqué pour moi, mes camarades de classe m'appelaient trois pieds et se moquaient de moi à longueur de journée à cause du bâton que j'utilisais pour m'asseoir* ».

Il faut de la volonté et de la détermination pour réussir. « *Tu te rends compte qu'une personne handicapée peut elle aussi faire beaucoup de choses qu'une personne dite normale peut faire. Au départ, c'était un stress. Mais après au collège, je me suis rendu compte que j'avais les mêmes capacités intellectuelles que les autres* ».

Avant d'incriminer la société ou le manque de structures et d'institutions adaptées pour les enfants, c'est d'abord au sein de la famille qu'il vit la discrimination et l'exclusion à cause de son handicap. « *C'est dans ta propre famille que c'est compliqué, tu ne peux rien faire, et même si tu peux, il faut patienter. Les enfants ne peuvent même pas sortir* ». Dans l'imaginaire populaire d'ici, croiser une personne en situation de handicap tôt le matin est le signe d'une mauvaise journée pour la personne. Les parents cachent le handicap car c'est encore un tabou au sein de la société rurale.

Il n'y a pas d'association au niveau local ou national qui s'occupe des personnes en situation de handicap. « *Pour un enfant, il n'y a même pas d'école, de structure de soutien, la personne est livrée à elle-même, elle grandit* ». Lui accepte son état et comprend très tôt que le handicap n'empêche pas d'avancer. « *La considération au niveau de l'entourage n'existe pas* ». C'est la réussite qui suscite la considération « *Avant on ne me saluait pas, maintenant on me voit et on me salue car les gens pensent « il fait des choses bien »* ».

Une rencontre décisive

« *En 2009, trois mois après avoir arrêté les études, j'ai eu la chance de rencontrer à Nouakchott, Diariata Coulibaly qui a été une source d'inspiration et de motivation pour la suite de ma carrière. On a beaucoup discuté. Elle m'a dit « regarde-moi là je suis chargée de projet Éducation à l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest malgré mon handicap, si moi j'ai pu y arriver toi aussi tu peux le faire* ». Elle avait écrit un livre qui a reçu plusieurs distinctions, « *Moitié de personne* », dans lequel elle raconte sa vie de personne en situation de handicap dans une société africaine ».



Participer à la vie sociale, travailler pour être reconnu et sortir de la dépendance

« Au départ, je voulais être pilote mais comme je n'avais pas assez de moyens, j'ai fait un virage à 180 degrés et j'ai basculé dans la gestion de projets. Si j'avais eu un soutien de l'Etat ou de la famille j'aurais pu être pilote ». Son handicap a orienté sa vie. Mohammed Ly a débuté au CESAG de Dakar une formation en gestion de projet qu'il a dû rapidement abandonner pour des raisons financières. Pendant un peu plus d'un an, il a alors suivi une formation au centre d'écoute et d'information des jeunes de Kaédi.

Formation qu'il a dû financer sur fonds propres avant d'entrer dans des dispositifs internationaux *« A un moment donné, j'ai eu beaucoup de chance d'être soutenu par des membres de ma famille »*

L'engagement associatif l'intéresse et il y a toujours été actif dans les associations où il a pu adhérer : *« j'ai été dans une compagnie théâtrale, j'ai présenté des sketches sur la vie d'une personne handicapée dans la société mauritanienne. Tout ce que je peux faire, je le fais ».*

Il met ses compétences et son savoir-faire au service de la société civile dans le domaine culturel mais aussi dans la défense des droits des personnes vivant avec un handicap. Il a été dans l'organisation, en 2018, des campagnes de sensibilisation sur le regard envers les personnes vivant avec un handicap. Il s'est impliqué dans les programmes du Grdr « Jeunesse et pouvoir d'agir » (JPA) et « Graine de citoyenneté ».

En tant que secrétaire général de l'« Association Scouts et Guides de Kaédi », une association de soutien aux personnes vulnérables, il a organisé des campagnes de sensibilisation sur les mutilations génitales et sur les droits humains et supervisé l'éducation délivrée dans le camp de réfugiés maliens de Mbera (Hodh El Gharbi). Il intervient également au sein de l'ONG « Action » comme superviseur dans le domaine de la protection de l'enfance, des droits humains et sur des projets d'Économie Sociale et Solidaire.

Il se sent reconnu mais reste modeste malgré ses réussites. Il voudrait changer les mentalités sur le handicap. Il ne ménage pas ses efforts pour faire aboutir les projets et ne manque pas de courage pour surmonter le handicap : « *C'est un combat de tous les jours pour aller au bureau. Il faut que je monte à 8 heures, descende à 15 heures à raison de quarante minutes par trajet* ».

Face aux défaillances de l'Etat, son projet d'autonomisation des personnes en situation de handicap

Malgré la ratification en 2012 de la convention relative aux droits des personnes handicapées et les déclarations du gouvernement, la vie des handicapés au quotidien ne s'améliore pas. Pour l'améliorer, il faudrait des aménagements urbains, des infrastructures... Mais rien de cela n'existe : « *Avant de me rendre dans les services publics, j'y réfléchis à deux fois car il n'y a pas d'infrastructures adaptées aux personnes vivant avec un handicap* ».

« *Pour les gens qui ne peuvent pas aller à l'école, il faut des formations spécifiques, il faut qu'il y ait des programmes de l'Etat. L'Etat doit donner des subventions : ce dont les gens ont besoin, c'est de la formation mais il faut aussi travailler. Il faut te battre, t'accrocher, il n'y a que toi !* »

Comme les infrastructures publiques sont discriminantes et qu'il n'y a pas de formations adaptées aux personnes en situation de handicap, Mohammed Ly a pour ambition de « *mettre en place un centre de formation professionnelle pour les personnes en situation de handicap au niveau des communes urbaines et rurales du Gorgol...afin qu'après la formation, les handicapés puissent être autonomes* ».

Se faire opérer, un rêve qui reste inaccessible

« *Une opération que je dois faire et que je ne peux pas faire. L'opération coûte environ 10 000 €. Grâce à cette opération, je pourrais marcher sans les prothèses. Nous, les Africains on est comme ça, on pense à la famille avant de penser à soi. Je peux marcher pour aller au bureau, alors ...* ». Mohammed Ly met un point d'honneur à s'en sortir par lui-même. Malgré son handicap, avec ses petites économies, il est en train de construire une maison : « *Ce qui me rend fier, c'est d'avoir réussi, pas à 100% comme je vous disais, c'est d'avoir une maison en cours de construction pour ma famille* ».

DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF A LA COOPERATION DECENTRALISEE

Entretien avec Dieynaba Sy, franco-mauritanienne élue au Conseil Municipal de Noisy le Sec (France)

Entretien réalisé par Bernadette Thomas – membre du Conseil d'Administration



Entrée au conseil municipal de Noisy-le-Sec en 2022, Dieynaba SY, enseignante en économie-gestion et mère de famille, est aussi membre de l' « Association des Femmes Djéoloises » et présidente de l' « Association des jeunes Djéolois ». Elle témoigne ici de son parcours de militante et de la tradition de jumelage qui relie sa commune Noisy-le-Sec avec Djéwol, le village d'origine de sa famille, situé au bord du fleuve Sénégal en Mauritanie.

Vous qui êtes de la deuxième génération, d'où vient votre engagement associatif ?

Mon père est arrivé en France au début des années 1970, ma mère en 1977 et je suis née en 1978 au Blanc Mesnil. Mon père travaillait comme ouvrier à Vallourec. D'autres l'ont rejoint. Une dizaine de familles de Djéwol se sont installées à Noisy. Ces migrants avaient de forts liens d'entraide entre eux et avec le village. Avec eux, mon père a créé l'« Association des Ressortissants Djéolois de France » (ARDF) qui a aidé et aide encore à la construction d'infrastructures au village et au développement dans les domaines de l'éducation, de la santé et aussi des activités économiques comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, etc.

C'est par l'exemplarité que des choses se transmettent. L'ARDF est une association de coopération qui existe toujours. Quelques jeunes en font partie mais les femmes et les jeunes, y compris les hommes, n'y retrouvaient pas leurs préoccupations d'émancipation.

En 2004, j'ai participé à la création de l'« Association des Femmes Djéoloises » qui s'intéresse au développement des jeunes enfants et des filles et à l'autonomisation des femmes par l'activité économique.

Il s'agit également de créer du lien entre les mères venues du pays et les femmes nées ici qui ont des cultures différentes et ne vivent pas les mêmes réalités. L'association regroupe environ 200 personnes, quelques jeunes (à partir de 18 ans), une trentaine de femmes âgées (plus de 60 ans qui souvent n'ont pas été à l'école).

Pour combler un manque, j'ai participé en 2020 à la création de l' « Association des jeunes Djéolois » qui compte 160 membres, soit environ cent jeunes. Un jeune ne peut adhérer que si un de ses parents devient adhérent. C'est une association populaire pour permettre aux jeunes de s'insérer dans la société et de faire connaissance entre eux. On y mène des actions d'éducation populaire. On s'intéresse aux aspects culturels, on fait des sorties et visites à Paris, par exemple au musée de l'Homme, mais aussi des actions de solidarité internationale. On participe au programme « Graine de citoyenneté », qui nous a permis d'être en contact avec le Grdr et d'autres jeunes Mauritaniens en France, en Mauritanie et d'autres pays européens. On fait partie du "noyau fédérateur" de ce programme.

C'est donc à double titre, en tant qu'élue et responsable d'associations, que vous êtes impliquée dans la coopération décentralisée, notamment le jumelage de Noisy-le-Sec avec Djéwol ?

Effectivement, je fais partie du comité directeur du comité de jumelage pour le groupe Mauritanie. Ce jumelage existe depuis 33 ans. C'est un cadre d'échange pour les actions de solidarité internationale.

Des bénévoles ont organisé plusieurs actions comme le carnaval des écoles maternelles de Noisy où sont collectés des jeux revendus par la suite à la brocante. Les fonds générés ont permis de construire une école maternelle à Djéwol avec la participation des associations djéoloises partenaires. En juillet 2022, je suis allée avec une délégation composée du maire, de deux autres élus et des membres du comité de jumelage afin de participer au Forum du développement durable de Djéwol. La coopération décentralisée a permis la construction, entre autres, de centres de santé, d'écoles, de lycées...

Comment sentez-vous les jeunes par rapport à la question de la citoyenneté ?

Les jeunes ont la volonté de faire de la solidarité internationale car ils sont touchés par ce qui se passe dans le monde et à Djéwol, même s'ils n'y sont jamais allés. L'implication des ressortissants dans ces actions a permis de redynamiser les jeunes qui ne se reconnaissaient souvent pas dans les associations de migrants existantes.

Avec le numérique, on observe un changement de mentalité chez les jeunes. C'est pendant le confinement qu'on a créé la coordination des jeunes de Djéwol, un groupe WhatsApp qui permet de discuter et d'organiser des visioconférences avec des Djéolois de tous les pays.

Durant le confinement, on a fait du soutien scolaire en ligne et du soutien aux parents également. Les jeunes ont été très actifs sur les réseaux sociaux et participaient aux réunions en visioconférence et à l'AG.

En acquérant une meilleure connaissance de soi, ils affirment leur double culture. Avant, elle n'était parfois pas assumée. Avec l'association, ils affirment leur fierté, leur appartenance au double espace. La double culture devient une richesse. Il y a un décalage culturel. On apprend beaucoup sur le fonctionnement social, comment parler, les différentes façons de vivre en société. Ces échanges sont importants pour comprendre les raisonnements et le fonctionnement des individus. Le double espace permet de mieux se connaître entre jeunes d'ici et de là-bas. Apprendre sur les sujets qui nous concernent tous, c'est gagnant car les jeunes c'est l'avenir. L'adhésion à la double culture, c'est un atout pour vivre ensemble ici et là-bas.



Intervention de l'association en milieu scolaire

Vous voyez des différences entre les jeunes dans leur façon d'appréhender le double-espace ?

Souvent les jeunes de la diaspora ne sont pas intéressés par la politique et s'y engagent peu. Ils considèrent qu' « on ne nous écoute pas, ça ne sert à rien ». Souvent dans les familles, les parents immigrés ne participent pas aux scrutins électoraux, les enfants n'acquièrent pas la culture de la participation citoyenne par le vote.

Ici, les jeunes ont des envies et des besoins pour leur vie quotidienne et leurs loisirs.

Pour nous, c'est souvent difficile d'être acceptés là-bas car les gens nous voient comme des étrangers, comme ici en France parfois, où nous sommes mal compris ou jugés. Les migrants ont beaucoup œuvré pour le village d'origine et les populations ont développé une sorte de dépendance vis-à-vis des migrants. Or selon moi, les enfants de migrants et la nouvelle génération de migrants souhaiteraient que les populations soient plus autonomes et dans des rapports de coopération. Il faut actualiser la dynamique de solidarité car elle commence à être en rupture avec les pratiques anciennes des premières générations de migrants qui se sentaient étroitement liés aux membres de leur famille restés au village par une « obligation » de solidarité.

Encore une question, avez-vous observé des différences de genre dans le rapport à la citoyenneté ?

Là-bas au pays, les jeunes filles sont très mobilisées. Elles veulent réussir partout, être présentes au foyer, entreprenantes au marché, actives dans l'agriculture. Ici les jeunes diplômés d'origine mauritanienne sont majoritairement de sexe féminin. J'ai l'impression qu'elles sont plus entreprenantes que les hommes, avec un sentiment d'émancipation par rapport aux idéaux de la culture d'origine. En général, elles sont plus dans la coopération que la compétition. Mais il reste du chemin à faire, en France et là-bas. Une anecdote : en tant que présidente d'association, j'ai déjà entendu un responsable me faire la remarque « c'est bien la première fois que je vois une femme présidente dans nos structures de jeunesse ».

Selon vous, quel défi la société civile doit-elle relever ?

Que chaque jeune ait pleinement sa place au sein de la société quels que soit son parcours ou ses origines, que le ou la jeune soit épanoui.e, libre et autonome. Dans un contexte international et avec l'avènement des réseaux sociaux, les jeunes ont tout à gagner à échanger sur ces différents espaces. La diaspora a beaucoup apporté dans le cadre des échanges entre les populations ici et là-bas. Cette double culture permet toutefois une attache forte avec nos deux continents. Les migrants qui souhaitent prendre leur retraite et vivre au pays, se rendent compte que c'est impossible pour eux, qu'ils sont définitivement du double-espace. Le défi pour les jeunes Mauritaniens, c'est de pouvoir poursuivre leurs études, être diplômés et avoir un métier qui leur corresponde. Sans avoir à quitter leur pays car pour beaucoup de jeunes, l'Eldorado c'est partir pour réussir.



TISSER DES LIENS ENTRE JEUNES DE FRANCE ET DE MAURITANIE

Par Abder Ba , Le Breil, Nantes.

Propos recueillis par Jean-Marc Pradelle – Président du CA

« Je m'appelle Abder BA. Je suis animateur socioculturel. J'ai été directeur adjoint de la Maison de Quartier du Breil avec l'association ACCOORD pendant 14 ans, une association d'éducation populaire pour la réalisation d'activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes, qui gère 19 centres socioculturels et 28 accueils de loisirs d'enfants et adolescents.

J'organise notamment des voyages de découverte de jeunes Français en Mauritanie et des voyages de jeunes Mauritaniens en France, axés principalement autour de 4 thèmes : découverte - ouverture- partage – solidarité, avec le numérique comme fil conducteur (journalisme, web radio...).

Par exemple, nous avons emmené des jeunes Nantais dans le Guidimakha, au sud de la Mauritanie, à Bouilly, Gouraye, Sélibaby, Kalinioro et Korokoro. Il y avait des jeunes d'origines différentes. Cela a eu un impact très positif sur la vie de quartier à Nantes. A leur retour, les jeunes ont réalisé un film. (<https://youtu.be/nVSAQXQGLRs>), une exposition photo et un poster qui présentent leur séjour. Ils ont eu l'occasion de les présenter lors d'une soirée rassemblant 300 personnes. Ils sont également actifs sur les réseaux sociaux via la page Facebook du séjour et sont en contact permanent avec les jeunes Mauritaniens rencontrés pendant leur séjour.

Des projets très variés en lien avec la Mauritanie ont émergé dans le grand quartier ouest et principalement au Breil et aux Dervallières: atelier cuisine, atelier numérique au cyber de la maison de quartier, des projets de solidarité comme aide solidarité avec un orphelinat et une cagnotte pour les inondations catastrophiques. ACCOORD a aussi envoyé un container humanitaire pour la lutte contre le COVID avec différents équipements tels que des lits d'hôpitaux, des ordinateurs, vêtements, fauteuils roulants, matériel pédagogique »... (<https://youtu.be/l1r4wkfexo4>).

Le double-espace

« Nous avons par la suite accueilli à Nantes une délégation mauritanienne composée de plusieurs maires du sud de la Mauritanie accompagnée par Abdou Yatabere, qui était alors coordinateur du Grdr à Sélibaby, et nous avons reçu le maire de Sebkhah (commune de Nouakchott) avec le président de l'association APEFAS et leurs équipes (Association pour la Protection de l'Enfance de la Femme et de l'Action Sociale). On est vraiment dans la logique du double-espace.

En Mauritanie, j'ai accompagné un groupe de 10 jeunes Nantais et de 10 jeunes du nord et du sud de la Mauritanie, entre 16 et 25 ans. C'est une occasion énorme pour les jeunes de découvrir mais aussi d'échanger et partager sur nos différents méthodes et gestes, échanges de pratiques, valoriser l'artisanat local, manger localement et utiliser les ressources humaines sur place. Cela donne aux jeunes (Français et Mauritaniens, sud et nord) l'opportunité de prendre conscience de leur statut de citoyen, de s'ouvrir à d'autres cultures par la rencontre, la découverte et le faire ensemble.

Les jeunes rencontrent de nombreux partenaires, des officiels mauritaniens (ministère de la Jeunesse) et français (Ambassade de France), et plusieurs associations locales, comme l'APEFAS, la FABLab (Laboratoire de Fabrication) animé par madame Diarra Sylla ou l'association « Traversées Mauritanides » basée dans une maison de quartier dédiée à la culture et l'action sociale.



La culture de l' « autre »

L'éducation des jeunes à la culture de l'autre aujourd'hui est plus que nécessaire. La tolérance vient avec la connaissance. Comment vivent les autres ? Comment pensent les autres ? Que pouvons-nous leur apporter ? Qu'allons-nous apprendre d'eux ? Comment gérer les conflits accentués par les différences culturelles ? Des questions, entre autres, auxquelles les jeunes pourront apporter des réflexions durant le séjour et bien après. Ne pas questionner ce rapport, ces sentiments diffus et complexes c'est prendre le risque de tomber dans l'ethnocentrisme (peur de l'autre, refus de la différence avec une défense du moi, et un repli sur soi...) ou l'exotisme (fascination sans distanciation de l'autre...).

Une partie des adolescents, issus d'un pays étranger et de cultures différentes et qui fréquentent les espaces ados du territoire ouest à Nantes, rencontrent des problèmes d'identité culturelle, ils ne se considèrent pas comme Français, de par leur ressenti ou leur vécu et aussi par certains regards ou certaines attitudes de rejet dans leur environnement.

Parmi eux, certains n'ont jamais eu l'opportunité de retourner dans leur pays d'origine et quand ils y retournent ils sont considérés comme des Français et le plus souvent ne savent pas parler la langue du pays mais seulement le français. Ils peuvent être repérés comme des cibles fragiles et influençables par des personnes en quête de cibles à radicaliser en France. Les échanges, voire le séjour, sont des moyens pour que ces jeunes soient mieux armés et s'acceptent comme Français.

Le Grdr, un vieil ami

Je connais bien le Grdr. Je suis originaire du Guidimakha où je retournais dans ma famille en vacances scolaires durant ma jeunesse à Nouakchott. Peuls et Soninkés y ont toujours vécu en bon voisinage. Je suis venu en France très très jeune en 2004. J'y ai passé le bac et j'ai poursuivi mes études dans l'animation.

Quand j'étais petit, je passais souvent devant le Grdr à Sélibaby. Plus tard, je l'ai retrouvé sur internet. Le Grdr a été créé par des migrants, dont mes grands-parents. Il est devenu une ONG « double-espace », ce qui est rare en Mauritanie. Maintenant, je suis en contact avec Flora Benchekroun. Et j'ai rencontré l'équipe du Grdr à Nouakchott en novembre 2021 à l'atelier- bilan à mi-parcours du projet « Graine de citoyenneté ». A suivre, donc !

Les Noyaux Fédérateurs (NF) sont des collectifs au cours de la phase préparatoire du programme « Graines de Citoyenneté » regroupant des organisations de la société civile et des représentants des autorités locales et administratives engagées sur les enjeux de jeunesse. Les NF collaborent étroitement avec la coordination nationale du programme dans la planification et la définition des priorités stratégiques.

LES ARTS PLASTIQUES AU SERVICE DU DIALOGUE INTERCULTUREL

Entretien avec Khadija Babe Ahmed

Entretien réalisé par Michèle Quenardel, membre du Conseil d'Administration et Abdelkader Sy, salarié du Grdr en Mauritanie

Khadija a 33 ans. Originnaire de la région de Dakhlet Nouadhibou, elle est issue d'une famille maure très traditionnelle pour laquelle la place de la femme consiste à rester auprès de ses parents mais elle s'est battue pour devenir autonome et faire des études.



Diplômée en 2014 en gestion de projet à l'Université de Nouakchott, elle a également suivi des cours d'art plastique. C'est ainsi qu'elle a compris que l'art peut être à la fois un outil de développement personnel et un moyen de dialogue entre les jeunes et entre les communautés. Elle a donc monté en 2016 sa propre association pour promouvoir les arts plastiques et a créé depuis un centre de formation ouvert à tous les jeunes. Elle intervient également en milieu scolaire.

A quel moment vous êtes-vous dit, « je vais créer une association » ? Pourquoi ?

J'ai décidé de créer l'association, à Nouakchott, pour la promotion des arts plastiques afin de partager mon expérience avec les jeunes. Au début, il fallait leur expliquer, que le dessin par exemple est un mode d'expression, mais aussi moyen de partager leurs cultures. Je prends souvent en exemple, cette jeune fille un peu dépressive, qui à chaque fois que ses parents l'amenaient au centre, était très heureuse et passait tout son temps à dessiner et échanger avec les autres jeunes.

Dans l'esprit de certains Mauritaniens, seules les personnes qui ne sont pas très intelligentes dessinent. Et je veux lutter contre ce stéréotype. Après j'ai commencé à travailler avec deux écoles pour que l'on fasse des ateliers d'art plastique aux élèves. En 2021 pendant la période de la Covid 19, j'ai ouvert un centre à Dar Naim, un quartier périphérique de Nouakchott. J'étais convaincue qu'il fallait préparer la période post COVID pour que les jeunes puissent exprimer leur vécu durant les confinements. C'étaient des moments difficiles pour tout le monde.

Le centre est devenu un point de rencontre qui permet aux jeunes issus des différentes communautés de se rencontrer et de se connaître. On accueille aussi des jeunes déscolarisés et on essaye d'échanger avec eux pour connaître leurs aspirations et leurs besoins de formation.



Est-ce que le fait d'être une association arabophone vous permet de répondre à un besoin plus spécifique ?

Oui bien sûr, certains jeunes dans les quartiers périphériques, si je peux dire ça comme ça, ne peuvent pas participer à des formations proposées par certaines organisations, ONG non arabophones. Et même quand elles les font traduire les documents en arabe, ce n'est ni parfait, ni adapté à leur vocabulaire. Il s'agit souvent de jeunes qui sont issus de familles pauvres qui n'ont pas la capacité d'offrir à leurs enfants une éducation de qualité. Du coup, nous, on peut leur proposer quelque chose de plus adapté. C'est une situation que l'on connaît bien. Il y a quelques années, on ne pouvait pas accéder à certains financements occidentaux, puisqu'on ne pouvait pas postuler en langue arabe. Mais avec les dispositifs FAJ'R¹ et JPA² les choses ont changé.

Quel est votre rapport avec les organisations de la société civile non arabophones investies dans le domaine des arts plastiques ?

J'ai de bonnes relations avec les associations non arabophones. Pendant mes temps libres, je leur propose bénévolement des formations aux arts plastiques et au développement personnel.

Je travaille en parfaite collaboration avec l'ONG Hiba depuis 2017. J'essaie d'utiliser un langage facile pour que les différents participants puissent comprendre et restituer la formation. Chaque année j'organise un festival des arts plastiques et à cette occasion j'invite beaucoup d'associations qui travaillent dans l'éducation et surtout avec les jeunes vivant avec des handicaps. Ces derniers sont la priorité pour nous car ce sont des jeunes qui ont besoin de s'exprimer et d'être considérés comme tous autres jeunes.



Est-ce que cela vous arrive d'accueillir des jeunes qui ne sont pas issus de la communauté maure ?

Oui, oui ! Notre association fait la promotion de la multi-culturalité car c'est avec cette diversité culturelle qu'on peut être une force de proposition. Quand je vois, lors des travaux, les jeunes échanger entre eux sur leurs créations et expliquer l'objet de leur création à l'autre, ça montre la richesse de notre diversité culturelle en Mauritanie. Mais malheureusement peu de personnes arrivent à l'exploiter.

Etes-vous satisfaite du dialogue avec les pouvoirs publics sur le sujet ? Avez-vous le sentiment que la société civile arrive à faire bouger les choses ?

Il y a un début de dialogue par rapport aux années précédentes, mais il doit être renforcé. Il faut que les différents acteurs se fassent confiance. Certaines autorités restent toujours réticentes par rapport à ce dialogue.

Dans l'ensemble ça va mais il faut qu'il y ait des partenariats formels entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics. En ce qui concerne les organisations de la société civile, tant qu'on n'arrive pas à créer des synergies entre nous, nos plaidoyers restent de faible portée. Nous devons être une interface entre les décideurs et la population et avoir des réflexions d'intérêt tant collectif qu'individuel.

¹ FAJ'R programme de l'ambassade de France centré sur la thématique : l'expression et la participation de la jeunesse mauritanienne

² Jeunesse et Pouvoir d'Agir Programme du Grdr

